

## MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2007 — 728

[2007/200470]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 fixant les restrictions de décollage et d'atterrissage sur les aéroports relevant de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 fixant les restrictions de décollage et d'atterrissage sur les aéroports relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis 42.040/4 de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 22 janvier 2007;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 visait à maîtriser les nuisances provoquées par l'activité aéroportuaire, notamment en limitant les vols d'entraînement et les essais moteurs;

Considérant que par les décrets du 29 avril 2004 et du 15 décembre 2005 modifiant l'article 1<sup>er</sup>bis, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit et par les arrêtés d'exécution y relatifs, le dispositif mis en place en vue de la protection des riverains contre les bruits générés par l'expansion aéroportuaire a été complété et consolidé;

Considérant que, dans ce cadre, des plans d'exposition au bruit et des plans de développement à long terme ont été arrêtés par le Gouvernement wallon pour les deux aéroports wallons, sur base de l'indicateur Lden;

Considérant que dans les zones B, C et D du plan de développement à long terme de chacun des aéroports relevant de la Région wallonne, des niveaux sonores maximum à respecter par les aéronefs ont été imposés;

Considérant que la charge économique imposée aux utilisateurs de l'aéroport par l'interdiction absolue des vols d'entraînement pendant le week-end et les périodes de congés scolaires apparaît disproportionnée eu égard au dispositif complet des mesures d'accompagnement, instauré en faveur des riverains par les décrets du 29 avril 2004 et du 15 décembre 2005 modifiant l'article 1<sup>er</sup>bis, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

Considérant qu'il convient également d'assurer la protection des riverains au regard des articles 22 et 23 de la Constitution et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantissent le droit à la protection de la vie privée et familiale et à un environnement sain, que dans ce cadre, un équilibre certain entre ces principes et les intérêts publics majeurs en présence doit être assuré;

Considérant que le niveau de protection des riverains doit être assuré dans le cadre d'une approche curative mais aussi, dans la mesure du possible, dans le cadre d'une approche préventive;

Considérant qu'ainsi, il est indiqué d'encadrer dans des limites strictes les dérogations accordées et les plages horaires nouvellement autorisées, ainsi que de restreindre les opérations actuellement autorisées;

Considérant l'importance économique que revêt le développement des activités aéroportuaires pour la Région wallonne et les Régions de Liège et de Charleroi particulièrement touchées par le déclin de l'industrie;

Considérant que les aéroports constituent des pôles majeurs du développement économique wallon et offrent des perspectives intéressantes de reconversion pour les bassins industriels concernés;

Considérant que les modifications formulées constituent un important vecteur d'emplois en Région wallonne sans pour autant diminuer sensiblement le niveau de protection des riverains;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 5, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 fixant les restrictions de décollage et d'atterrissage sur les aéroports relevant de la Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« Les vols d'entraînement des aéronefs à réaction ou des aéronefs à hélice de plus de 6 000 kg ne sont autorisés au départ de l'aéroport de Charleroi Bruxelles-Sud que du lundi au vendredi entre 7 et 21 heures (heures locales) à l'exception des jours fériés et des périodes de congés scolaires officiels de la Communauté française de Belgique et pour autant que l'exploitant ait déjà effectué des vols de ce type sur le territoire de la Région wallonne avant le 24 novembre 2000 ou qu'il développe une activité de type commercial sur le même territoire.

Les vols d'entraînement des aéronefs à réaction ou des aéronefs à hélice de plus de 6 000 kg ne sont autorisés au départ de l'aéroport de Liège-Bierset que du lundi au vendredi entre 9 heures et 19 heures (heures locales) à l'exception des jours fériés et des périodes de congés scolaires officiels de la Communauté française de Belgique et pour autant que l'exploitant ait déjà effectué des vols de ce type sur le territoire de la Région wallonne avant le 24 novembre 2000 ou qu'il développe une activité de type commercial sur le même territoire.

Toutefois, en dérogation à l'interdiction visée à l'alinéa précédent, le fonctionnaire du Ministère de l'Équipement et des Transports qui exerce la fonction de directeur ou de commandant ou de commandant adjoint de l'aéroport peut autoriser, à titre exceptionnel, jusqu'à deux vols d'entraînement par jour au départ de l'aéroport de Liège-Bierset pendant les week-ends et les périodes de congés scolaires officiels de la Communauté française de Belgique, entre 9 heures et 17 heures (heures locales).

Une demande de dérogation doit être adressée au fonctionnaire visé à l'alinéa précédent au minimum 12 heures avant l'heure prévue du vol d'entraînement. La dérogation ne peut être accordée que sur décision expresse et préalable dudit fonctionnaire. »

**Art. 2.** L'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 fixant les restrictions de décollage et d'atterrissage sur les aéroports relevant de la Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les essais moteurs à l'air libre sont interdits au départ de l'aéroport de Charleroi Bruxelles-Sud entre 21 heures et 9 heures (heures locales).

Au départ de l'aéroport de Liège-Bierset, sont annuellement autorisés 365 essais moteurs à l'air libre, d'une durée maximale de trois minutes à pleine puissance, entre 9 heures et 21 heures (heures locales), et 365 essais moteurs à l'air libre, d'une durée maximale de trois minutes à pleine puissance, entre 21 heures et 9 heures (heures locales), à l'exception de la période entre 0 heures et 4 heures (heures locales), pendant laquelle cette activité est interdite.

Toutefois, sur une période de 24 heures, il ne peut en aucun cas être dépassé au départ de l'aéroport de Liège-Bierset un maximum de dix essais moteurs entre 9 heures et 21 heures (heures locales) et de cinq essais moteurs entre 21 heures et 9 heures (heures locales).

Les essais moteurs à l'air libre au départ de l'aéroport de Liège-Bierset sont réalisés à proximité du seuil de piste 05L. »

Namur, le 1<sup>er</sup> février 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

---

#### ÜBERSETZUNG

#### WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2007 — 728

[2007/200470]

**1. FEBRUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Festlegung der Start- und Landebeschränkungen auf den Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Festlegung der Start- und Landebeschränkungen auf den Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des am 22. Januar 2007 abgegebenen Gutachtens Nr. 42.040/4 der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 darauf abzielte, die vom Flugbetrieb verursachten Belästigungen in Grenzen zu halten, u.a. durch die Beschränkung der Übungsflüge und Motortests;

In der Erwägung, dass die Bestimmungen zum Schutz der Anwohner vor dem vom Flugbetrieb verursachten Lärm, die durch die Dekrete vom 29. April 2004 und 15. Dezember 2005 zur Abänderung von Artikel 1*bis* des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung eingeführt worden sind, ergänzt und verstärkt wurden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in diesem Zusammenhang für beide wallonischen Flughäfen Lärmbelastungspläne und langfristige Entwicklungspläne aufgrund des Lden-Indikators verabschiedet hat;

In der Erwägung, dass in den Zonen B, C und D des langfristigen Entwicklungsplans für jeden der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, Höchstlärmpegel für die Luftfahrzeuge auferlegt worden sind;

In der Erwägung, dass die wirtschaftliche Belastung, die den Benutzern des Flughafens durch das absolute Verbot der Übungsflüge während des Wochenendes und der Schulferien auferlegt wird, angesichts der gesamten Begleitmaßnahmen zugunsten der Anwohner, die durch die Dekrete vom 29. April 2004 und 15. Dezember 2005 zur Abänderung von Artikel 1*bis* des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung eingeführt worden sind, als unverhältnismäßig erscheint;

In der Erwägung, dass der Schutz der Anwohner ebenfalls unter Berücksichtigung der Artikel 22 und 23 der Verfassung und des Artikels 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention zu gewährleisten ist, welche das Recht auf den Schutz der Privatsphäre und des Familienlebens und eine gesunde Umwelt garantieren; dass ein sicheres Gleichgewicht zwischen diesen Grundsätzen und den betroffenen, bedeutenden öffentlichen Interessen herzustellen ist;

In der Erwägung, dass der Schutz der Anwohner im Rahmen eines kurativen aber im Maße des Möglichen auch im Rahmen eines präventiven Ansatzes zu gewährleisten ist;

In der Erwägung, dass die gewährten Abweichungen und die neu erlaubten Zeitfenster innerhalb strenger Grenzen einzuführen und die nun erlaubten Vorgänge einzuschränken sind;

In Erwägung der wirtschaftlichen Bedeutung der Entwicklung des Flughafenbetriebs für die Wallonische Region und die Gebiete von Lüttich und Charleroi, die durch den wirtschaftlichen Rückgang besonders getroffen wurden;

In der Erwägung, dass die Flughäfen bedeutende Pole für die wirtschaftliche Entwicklung der Wallonie darstellen, und interessante Aussichten für die Umstellung der betroffenen Industrievierviere bieten;

In der Erwägung, dass die vorliegenden Abänderungen einen bedeutenden Beschäftigungsfaktor in der Wallonischen Region bilden, ohne den Schutzpegel der Anwohner gründlich zu verringern;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;  
Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 5 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Festlegung der Start- und Landebeschränkungen auf den Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die Übungsflüge der strahl- oder propellergetriebenen Luftfahrzeuge von mehr als 6 000 kg sind von dem Flughafen von Charleroi Brüssel-Süd aus lediglich von Montags bis Freitags zwischen 7 und 21 Uhr (Ortszeit) zugelassen, mit Ausnahme der Feiertage und der offiziellen Schulferien und Schulfreitage der französischen Gemeinschaft von Belgien und insofern der Betreiber bereits derartige Flüge auf dem Gebiet der Wallonischen Region vor dem 24. November 2000 vorgenommen hat oder er eine Tätigkeit kommerzieller Art auf demselben Gebiet aufbaut.

Die Übungsflüge der strahl- oder propellergetriebenen Luftfahrzeuge von mehr als 6 000 kg sind von dem Flughafen von Lüttich-Bierset aus lediglich von Montags bis Freitags zwischen 9 und 19 Uhr (Ortszeit) zugelassen, mit Ausnahme der Feiertage und der offiziellen Schulferien und Schulfreitage der französischen Gemeinschaft von Belgien und insofern der Betreiber bereits derartige Flüge auf dem Gebiet der Wallonischen Region vor dem 24. November 2000 vorgenommen hat oder er eine Tätigkeit kommerzieller Art auf demselben Gebiet aufbaut.

In Abweichung von dem im vorigen Absatz erwähnten Verbot darf der Beamte des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, der das Amt des Direktors oder Flughafenkommandanten oder beigeordneten Flughafenkommandanten ausübt, ausnahmsweise bis zu zwei Übungsflügen pro Tag ab dem Flughafen von Lüttich-Bierset während des Wochenendes und der offiziellen Schulferien und Schulfreitage der französischen Gemeinschaft von Belgien, zwischen 9 Uhr und 17 Uhr (Ortszeit) erlauben.

Ein Antrag auf Abweichung muss an den im vorigen Absatz erwähnten Beamten mindestens 12 Stunden vor der Uhrzeit, die für den Übungsflug vorgesehen wird, gerichtet werden. Die Abweichung bedarf unbedingt der ausdrücklichen und vorherigen Genehmigung dieses Beamten.»

**Art. 2** - Artikel 5 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Festlegung der Start- und Landebeschränkungen auf den Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Die Maschinentests im Freien sind vom Flughafen von Charleroi Brüssel-Süd aus zwischen 21 Uhr et 9 Uhr (Ortszeit) untersagt.

Vom Flughafen von Lüttich-Bierset aus werden jährlich 365 Maschinentests im Freien mit einer Höchstdauer von drei Minuten bei voller Leistung zwischen 9 Uhr und 21 Uhr (Ortszeit), und 365 Maschinentests im Freien mit einer Höchstdauer von drei Minuten bei voller Leistung zwischen 21 Uhr und 9 Uhr (Ortszeit) erlaubt, mit Ausnahme des Zeitraums zwischen 0 und 4 Uhr (Ortszeit), während dessen diese Vorgänge untersagt sind.

Während jedes Zeitraums von 24 Stunden dürfen jedoch vom Flughafen von Lüttich-Bierset aus höchstens zehn Maschinentests zwischen 9 Uhr und 21 Uhr (Ortszeit) und fünf Maschinentests zwischen 21 Uhr und 9 Uhr (Ortszeit) stattfinden.

Die Maschinentests im Freien vom Flughafen von Lüttich-Bierset aus werden in der Nähe der Schwelle der Flugpiste 05L durchgeführt.»

Namur, den 1. Februar 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens, und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

VERTALING

#### WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2007 — 728

[2007/200470]

**1 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 tot beperking van de opstijgingen en landingen op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 tot beperking van de opstijgingen en landingen op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op advies 42.040/4 van de Raad van State, gegeven op 22 januari 2007;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 tot doel had de hinder veroorzaakt door de luchthavenbedrijvigheid te bedwingen door met name de oefenvluchten en motortests te beperken;

Overwegende dat de installatie bestemd voor de bescherming van de omwonenden tegen de geluidshinder veroorzaakt door de luchthavenuitbreiding aangevuld en bevestigd is bij de decreten van 29 april 2004 en 15 december 2005 tot wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

Overwegende dat in dit kader de Waalse Regering op basis van de Ldn-indicator plannen m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder en ontwikkelingsplannen op lange termijn heeft aangenomen voor beide Waalse luchthavens;

Overwegende dat door de luchtvaartuigen na te leven maximale geluidsniveaus opgelegd zijn in de zones B, C en D van het ontwikkelingsplan op lange termijn van elke luchthaven die onder het Waalse Gewest ressorteert;

Overwegende dat de economische last die aan de gebruikers van de luchthaven opgelegd is door het absoluut verbod van de oefenvluchten tijdens het weekeinde en tijdens de schoolvakanties overmatig lijkt gezien de volledige begeleidingsmaatregelen die ten gunste van de omwonenden ingevoerd zijn bij de decreten van 29 april 2004 en 15 december 2005 tot wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

Overwegende dat de bescherming van de omwonenden ook gewaarborgd moet worden overeenkomstig de artikelen 22 en 23 van de Grondwet en artikel 8 van de Europese Conventie van de Rechten van de Mens die het recht op de bescherming van het privé- en gezinsleven en op een gezonde omgeving garanderen en dat een zeker evenwicht tussen deze beginselen en de betrokken belangrijkste openbare belangen in dit kader verzekerd moet worden;

Overwegende dat het beschermingsniveau van de omwonenden gewaarborgd moet worden in het kader van een curatieve aanpak maar ook, voor zover mogelijk, in het kader van een preventieve aanpak;

Overwegende dat het dus erg aan te bevelen is om in een raamregeling binnen strenge beperkingen te voorzien voor de toegekende afwijkingen en de onlangs gemachtigde tijdsbestekken en om de tegenwoordig gemachtigde handelingen te beperken;

Gelet op het economisch belang van de ontwikkeling van de luchthavenactiviteiten voor het Waalse Gewest en de regio's Luik en Charleroi die bijzonder getroffen zijn door de achteruitgang van de industrie;

Overwegende dat de luchthavens belangrijke polen van de Waalse economische ontwikkeling zijn en dat ze interessante omschakelingsvooruitzichten bieden voor de betrokken nijverheidsbekkens;

Overwegende dat dankzij de voorgeschreven wijzigingen talrijke arbeidsplaatsen in het Waalse Gewest zouden kunnen worden gecreëerd zonder evenwel het beschermingsniveau van de omwonenden aanzienlijk te beperken;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 tot beperking van de opstijgingen en landingen op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt vervangen als volgt :

« Vanaf de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid worden oefenvluchten van reactie- of schroefluchtvaartuigen van meer dan 6 000 kg slechts toegelaten van maandag tot vrijdag, tussen 7 en 21 uur (plaatselijke tijd), behalve op feestdagen en tijdens officiële schoolvakantieperiodes van de Franse Gemeenschap van België en voor zover de exploitant dat soort vluchten al vóór 24 november 2000 heeft georganiseerd op het grondgebied van het Waalse Gewest of er een activiteit van commerciële aard uitoefent.

Vanaf de luchthaven van Luik-Bierset worden oefenvluchten van reactie- of schroefluchtvaartuigen van meer dan 6 000 kg slechts toegelaten van maandag tot vrijdag, tussen 9 en 19 uur (plaatselijke tijd), behalve op feestdagen en tijdens officiële schoolvakantieperiodes van de Franse Gemeenschap van België en voor zover de exploitant dat soort vluchten al vóór 24 november 2000 heeft georganiseerd op het grondgebied van het Waalse Gewest of er een activiteit van commerciële aard uitoefent.

In afwijking van het in het vorige lid bedoelde verbod mag de ambtenaar van het Ministerie van Uitrusting en Vervoer die de functie van directeur of gezagvoerder of adjunct-gezagvoerder van de luchthaven uitoefent, echter bij wijze van uitzondering tot twee oefenvluchten per dag vanaf de luchthaven van Luik-Bierset toelaten tijdens de weekeinden en de officiële schoolvakantieperiodes van de Franse Gemeenschap van België tussen 9 en 17 uur (plaatselijke tijd).

Een afwijkingaanvraag moet gericht worden aan de in het vorige lid bedoelde ambtenaar minstens 12 uren vóór het geplande uur van de oefenvlucht. De afwijking mag slechts op uitdrukkelijke en voorafgaande beslissing van deze ambtenaar toegekend worden. »

**Art. 2.** Artikel 5, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 tot beperking van de opstijgingen en landingen op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt vervangen als volgt :

« § 2. Op de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid zijn motortests in openlucht verboden tussen 21 en 9 uur (plaatselijke tijd).

Vanaf de luchthaven van Luik-Bierset worden jaarlijks 365 motortests in openlucht van maximum drie minuten op vol vermogen toegelaten tussen 9 en 21 uur (plaatselijke tijd), en worden 365 motortests in openlucht van maximum drie minuten op vol vermogen toegelaten tussen 21 uur en 9 uur (plaatselijke tijd) behalve tijdens de periode tussen 0 en 4 uur (plaatselijke tijd), waarin deze activiteit verboden is.

Over een periode van 24 uur mag een maximum van tien motortests vanaf de luchthaven van Luik-Bierst tussen 9 en 21 uur (plaatselijke tijd) en van vijf motortests tussen 21 en 9 uur (plaatselijke tijd) echter niet overschreden worden.

De motortests in openlucht vanaf de luchthaven van Luik-Bierset worden in de buurt van de drempel van baan 05L uitgevoerd. »

Namen, 1 februari 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE